

Brochure n° 3190

**Convention collective nationale**  
**IDCC : 2150. – PERSONNELS DES SOCIÉTÉS ANONYMES**  
**ET FONDATIONS D'HLM**

---

AVENANT DU 12 AVRIL 2011 À L'ACCORD DU 30 MAI 2005  
RELATIF À LA FORMATION PROFESSIONNELLE TOUT AU LONG DE LA VIE

NOR : ASET1151427M  
IDCC : 2150

---

Entre :

La fédération nationale des entreprises sociales pour l'habitat,

D'une part, et

La fédération des services publics et des services de santé CGT-FO ;

Le syndicat national de l'urbanisme, de l'habitat et des administrateurs de biens CFE-CGC ;

La fédération bâtiment, matériaux, travaux publics CFTC ;

La fédération nationale des salariés de la construction et du bois CFDT ;

Le syndicat national des personnels des sociétés anonymes d'HLM ;

Le syndicat national indépendant des gardiens d'immeubles et concierges,

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

EXPOSÉ DES MOTIFS

Les deux parties se félicitent tout d'abord des résultats très positifs des dispositions de l'accord formation ESH du 30 mai 2005, mises en place pour financer le DIF, les périodes et contrats de professionnalisation dans les ESH, dans une logique de développement de la formation et des compétences.

Elles tiennent à souligner ainsi tout le chemin accompli par les ESH pour favoriser, en lien avec le plan de formation, le départ en formation au sein de la branche, et ce pour toutes les catégories, et notamment au profit des personnels de terrain.

Les données relatives à l'année 2010 (arrêtées au 31 décembre 2010) sont éloquentes et ont constitué la base de leurs discussions :

- 1 899 salariés ont pu exercer leur droit individuel à la formation (75 % des bénéficiaires gardiens, employés ou agents de maîtrise) ;
- 3 116 périodes de professionnalisations au profit des salariés en place (90 % de bénéficiaires non cadres) ;
- 224 contrats de professionnalisation au profit des jeunes et des personnes au chômage.

En 2010 sur une collecte ESH de 4,3 millions d'euros environ, et mutualisée au titre de la professionnalisation, les esh ont pu bénéficier de 6,181 millions d'euros en terme de retour de leur collecteur habitat formation.

Aussi compte tenu du succès de ces dispositifs et afin de pouvoir continuer à en faire bénéficier le plus grand nombre d'ESH et de salariés, et ce en lien avec les fonds disponibles, les signataires sont amenés à modifier les barèmes de prises en charge, pour se donner plus de moyens de maîtrise budgétaire prévisionnelle.

### **Article 1<sup>er</sup>**

#### *Modification de l'article 2.1 d de l'accord étendu du 30 mai 2005 (DIF)*

Après la première phrase est rajouté l'alinéa suivant :

« La commission paritaire nationale emploi et formation pourra décider de limiter le financement <sup>(1)</sup>, ou de l'encadrer <sup>(2)</sup> par simple décision prise au sein de cette même instance. »

### **Article 2**

#### *Modification de l'article 2.2 c « Période de professionnalisation » et de l'article 3 e « Contrats de professionnalisation »*

Le dernier alinéa de chaque article est remplacé par :

« Sur la base du bilan communiqué par l'organisme paritaire collecteur agréé sur la consommation des fonds disponibles au titre de la collecte professionnalisation mutualisée et des simulations intégrant les prévisions sur les années suivantes la CPNEF pourra, par simple décision prise au sein de cette instance, confirmer ou faire varier ces mêmes barèmes forfaitaires dans l'intervalle suivant minimum 9,15 €/heure, maximum 20 €/heure. »

### **Article 3**

#### *Extension de l'accord*

Les deux parties mandatent le secrétaire des commissions paritaires en vue d'obtenir l'extension du présent accord.

Après avoir lu et paraphé chacune des pages, les représentants mentionnés en première et dernière page ont approuvé et signé l'ensemble de l'accord au nom de leur organisation.

Fait à Paris, le 12 avril 2011.

(Suivent les signatures.)

---

(1) Par exemple à la prise en charge des seuls coûts pédagogiques des actions de formation prioritaires.

(2) Via la fixation par exemple de forfaits relatifs aux coûts pédagogiques et/ou aux frais de transport et d'hébergement.

## ANNEXE

---

### **Relevé de décisions CPNEF du 12 avril 2011**

Relevé de décisions pris en application de l'accord du 12 avril 2011 valant avenant n° 2 à l'accord formation du 30 mai 2005

Décisions :

#### 1. Financement des contrats et périodes de professionnalisation

En application de l'accord du 21 mars 2011, les barèmes forfaitaires horaires de la professionnalisation, compte tenu des informations communiquées par Habitat Formation sur les fonds disponibles en 2011, sont fixés à 9 € 15 pour les périodes et contrats de professionnalisation.

#### 2. Financement du DIF

Le financement du DIF sur le 0,5 % mutualisé ne portera que sur la seule prise en charge des coûts pédagogiques. Les frais de déplacement et d'hébergement représentant 10 % des coûts ne sont plus pris en charge.

#### 3. Actualisation de la liste des actions de formation prioritaires (insertion de la vente HLM, du droit au logement, de l'insertion des publics fragilisés [personnes âgées, jeunes en insertion...] et du développement durable)

Compte tenu des enjeux d'actualité pour la profession, les thèmes de la vente HLM (en application de l'accord Etat-USH), du droit au logement, de l'insertion par le logement des publics fragilisés (personnes âgées, jeunes en insertion...) et du développement durable, sont insérés dans la liste des actions de formation éligibles au titre des périodes de professionnalisation.

#### 4. Date d'effet

Ces dispositions s'appliquent pour les demandes adressées à l'OPCA à compter du 1<sup>er</sup> mai pour des formations démarrant à compter du 1<sup>er</sup> juin 2011.